

Élections municipales : quelles options pour la gauche à Montréal ?

Jonathan Durand Folco and Ted Rutland

Number 814, Fall 2021

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/96650ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Durand Folco, J. & Rutland, T. (2021). Élections municipales : quelles options pour la gauche à Montréal ? *Relations*, (814), 7–9.



ÉLECTIONS MUNICIPALES : QUELLES OPTIONS POUR LA GAUCHE À MONTRÉAL ?

L'élection de Valérie Plante et de Projet Montréal, avec son programme aux accents écologiques et inclusifs, a suscité beaucoup d'espoir en 2017. Un vent de changement semblait souffler sur la métropole.

Mais après quatre ans au pouvoir, l'administration Plante essuie de nombreuses critiques des milieux progressistes, qui se demandent aujourd'hui s'ils doivent lui accorder un second mandat, le 7 novembre prochain. Face au risque d'un retour de Denis Coderre, faut-il serrer les rangs derrière Projet Montréal ou plutôt tenter d'autres paris ? Quelles autres options s'offrent à la gauche ? Et au-delà de cette échéance électorale, quelles stratégies adopter pour faire avancer la justice sociale auprès des élus de la métropole ?

1

Face au retour de Denis Coderre, il faut appuyer Projet Montréal tout en construisant un mouvement réellement progressiste.

Jonathan Durand Folco

L'auteur, professeur adjoint à l'École d'innovation sociale de l'Université Saint-Paul, a publié *À nous la ville ! Traité de municipalisme* (Écosociété, 2017)

En vue des élections municipales de 2021, une question majeure s'impose aux Montréalais et Montréalaises ayant à cœur l'écologie et la justice sociale : faut-il appuyer ou non le parti Projet Montréal ? La réponse ne va pas de soi pour qui fait un bilan critique du premier mandat de l'administration Plante tout en tenant compte des autres choix en présence sur le bulletin de vote.

Un parti social-libéral

D'un côté, il faut reconnaître que sur le plan écologique, Projet Montréal a bel et bien mis en œuvre plusieurs éléments de sa plateforme comme l'instauration de nombreuses mesures

de mobilité durable (accroissement substantiel de la flotte d'autobus, projet d'extension de la ligne bleue du métro et gains sur le projet de ligne rose, création du Réseau express vélo). S'y ajoutent la création du Grand parc de l'Ouest, l'adoption d'un plan sur le climat visant la carboneutralité en 2050, ou encore la création d'un Bureau de la transition écologique et de la résilience. Sur le plan des mesures sociales et démocratiques, l'administration Plante n'a pas hésité à prendre position contre le projet de loi 21, à reconnaître l'existence du racisme systémique et à créer un poste de commissaire pour le combattre. Elle a aussi adopté un règlement visant à favoriser le logement social et abordable (mieux connu sous le nom de « règlement 20-20-20 »), soutenu activement les personnes en situation d'itinérance durant les premiers mois de la pandémie, tout en multipliant les budgets participatifs dans certains arrondissements et dans la ville-centre.

De l'autre côté, Projet Montréal a adopté la ligne « sociale-libérale » qui combine des mesures sociales et écologiques à une politique économique relativement orthodoxe et capable de s'accommoder du *statu quo* néolibéral. La stratégie de développement économique 2018-2022 *Accélérer Montréal* mise avant tout sur l'innovation, la compétitivité, l'entrepreneuriat et l'attractivité comme vecteurs de création de richesse. La déception de la mairesse quant au fait qu'Amazon n'implante pas son deuxième siège social à Montréal et son accueil enthousiaste d'entreprises du secteur de l'intelligence artificielle laissent transparaître une vision économique basée sur ledit « capitalisme numérique, vert et

inclusif». Si on ajoute à cela les allégations de concentration du pouvoir au sein du cabinet de la mairesse, le refus de l'administration Plante de définancer la police, l'expulsion brutale des campeurs sans-logis de la rue Notre-Dame et ses gestes timides en matière de régulation de la spéculation immobilière, il semble y avoir plusieurs raisons de douter du caractère « progressiste » de Projet Montréal une fois passée l'épreuve du pouvoir.

Un appui stratégique ?

Ainsi, faut-il lui accorder un second mandat ? Les personnes d'orientation écologiste et progressiste devraient en principe osciller entre les options suivantes : 1) appui sans réserve au parti ; 2) appui critique ; 3) vote pour un autre parti plus à gauche ; 4) abstention pour raison de cynisme ou d'opposition idéologique (posture anarchiste). S'il me semble impossible et contre-productif de convaincre les anarchistes de voter pour Projet Montréal, deux options doivent à mes yeux être éliminées d'emblée : l'appui sans réserve au parti, tout comme l'abstention par amère déception. La première option me semble sous-estimer les incohérences et les faux pas commis lors du premier mandat, alors que la seconde me semble trop intransigente et paver la voie à une administration qui a de fortes chances d'être pire, si on se fie au bilan des années Coderre.

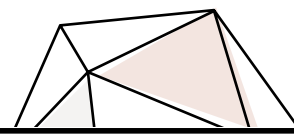
Chose certaine, on peut aisément anticiper qu'un retour en force de Denis Coderre, avec son look rajeuni et une campagne largement appuyée par l'establishment économique et médiatique, sera facilité si l'électorat progressiste ne vote pas aux prochaines élections. Notons à ce titre que le tropisme pro-Coderre des grands médias est apparent depuis l'hiver dernier si on se fie à la couverture du journal *La Presse* (notamment à propos du livre de Denis Coderre), et aux chroniqueurs de la droite populiste du *Journal de Montréal* qui font de Valérie Plante l'archétype de la politicienne « woke » favorable à la « gauche diversitaire » et à l'anglicisation accélérée de Montréal.

Les seules options viables, d'un point de vue écologiste et progressiste, consistent donc à offrir un appui critique à Projet Montréal ou à voter pour d'autres candidatures de gauche qui se présenteraient sous d'autres bannières en novembre 2021. En théorie, il serait possible d'avoir le meilleur des deux mondes avec une victoire de Plante à la mairie (qui éviterait le retour de Coderre) et une multitude de victoires écologistes dans plusieurs arrondissements – et dans une foule de municipalités et régions du Québec, notamment grâce à l'initiative de la Vague écologiste au municipal. Ce réseau panquébécois de soutien à l'émergence de candidatures écologistes, créé en vue des prochaines élections, pourrait accroître le poids politique des municipalités ayant à cœur la transition sociale et écologique, incluant

l'administration Plante à Montréal qui s'en trouverait moins isolée à l'échelle québécoise.

Dans tous les cas, l'action de la gauche ne doit évidemment pas se limiter à un simple X sur un bulletin de vote. Sans une gauche réellement organisée à l'extérieur de la scène électorale, travaillant activement à la convergence entre les luttes féministes, antiracistes, écologistes, décoloniales et anticapitalistes, un second mandat de Projet Montréal sera insuffisant pour changer la donne. L'avantage d'avoir au pouvoir une administration ouverte aux idées progressistes est qu'il sera plus facile de dialoguer avec elle et de la convaincre de réaliser des changements plus radicaux... à condition bien sûr qu'il y ait des forces sociales pour la pousser à bousculer le *statu quo*. L'objectif est donc moins de choisir un « gouvernement municipal idéal » que de se choisir le meilleur interlocuteur sur lequel on pourra faire pression pour accélérer le changement social. ■

2



Il faut en finir avec le faux progressisme de Projet Montréal.

Ted Rutland

L'auteur est professeur associé au Département de géographie, d'urbanisme et d'environnement de l'Université Concordia

Projet Montréal n'est pas — et n'a jamais été — un parti de gauche. Répondant aux intérêts des gentrificateurs de la classe moyenne, il est certes un parti plus vert que les formations principalement soutenues par l'électorat des quartiers périphériques. Par contre, avec ses politiques dans les faits systématiquement défavorables aux locataires et son soutien indéfectible au Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), ce parti constitue un obstacle à l'avancée de la justice sociale et raciale dans la métropole.

Le parti de la gentrification et de la police

Projet Montréal a d'abord pris le pouvoir dans des arrondissements en voie d'embourgeoisement. Aujourd'hui, le parti continue de promouvoir une vision de la ville empruntée aux gentrificateurs. Comme l'ont signalé bon nombre de chercheuses, de chercheurs et de personnes militantes, les intérêts des gentrificateurs diffèrent à plusieurs égards de ceux des citoyennes et des citoyens de la classe moyenne habitant

dans les quartiers périphériques ou en banlieue. En effet, les premiers ont tendance à préférer les modes de transport publics ou actifs à l'automobile, et les espaces publics et les événements culturels aux arrière-cours résidentielles et autres salles de jeu privées. C'est cette opposition ville/banlieue plutôt que gauche/droite qui distingue nettement Projet Montréal des autres partis, notamment d'Équipe Coderre (maintenant Ensemble Montréal).

Un parti de gentrificateurs ne saurait être progressiste. Dans l'espoir de freiner le déplacement massif de locataires à faible revenu qu'entraîne le processus d'embourgeoisement de Montréal, des groupes de défense des locataires ont réclamé l'adoption d'une série de mesures, notamment un véritable moratoire sur la transformation de logements locatifs en appartements en copropriété, la création d'un registre des baux ainsi que diverses modifications visant à éliminer les nombreux subterfuges qu'utilisent des propriétaires pour expulser frauduleusement leurs locataires. Or, Projet Montréal a tout au plus appuyé des versions fortement édulcorées de telles mesures. Ce faisant, le parti continue de favoriser la prise de contrôle de la ville par la classe moyenne aisée.

Politique phare de Projet Montréal en matière de logement, le *Règlement pour une métropole mixte* exige des promoteurs d'immeubles en copropriété qu'ils financent en partie la construction de logements sociaux. Une telle obligation permettra d'accroître le parc de logements sociaux, ce qui constitue une bonne chose en soi. Mais sans la mise en œuvre de mesures pour freiner l'embourgeoisement, le nombre de logements accessibles aux ménages à faible revenu qui seront supprimés sera bien supérieur à celui des logements abordables susceptibles d'être construits en vertu de cette politique. De nombreux groupes de défense des locataires y voient plutôt un moyen d'obtenir l'approbation sociale requise à la construction de projets immobiliers en copropriété dans les quartiers ouvriers — ce qui aggravera globalement le processus d'embourgeoisement et le déplacement de populations.

Un parti de gentrificateurs, par ailleurs, ne peut être que favorable aux forces policières. De nombreuses recherches traitant du rôle qu'a joué la police dans la « sécurisation » de la métropole aux fins de son embourgeoisement l'attestent. Fait peu surprenant, Projet Montréal demeure un fidèle allié du SPVM depuis l'ère de Richard Bergeron, le fondateur du parti.

Parmi les nombreuses décisions favorables au SPVM qu'a prises Projet Montréal au cours des dernières années, soulignons le peu d'efforts consentis par la Commission de la sécurité publique (que dirige le parti) à la lutte contre le profilage racial et social et la hausse odieuse de 14,7 millions de dollars du budget du SPVM en 2021 — alors qu'au-delà de

70 % de la population montréalaise appuie le défnancement de la police¹. C'est sans oublier l'écho constant fait aux affirmations alarmistes et tronquées du SPVM relatives à l'augmentation de la violence armée dans les quartiers nord-est de la ville ainsi que le choix d'accroître la présence policière (plutôt que de financer davantage les programmes communautaires) pour remédier à la violence dans ce secteur.

Projet Montréal se donne par ailleurs l'image d'un parti vert. Toutefois, ce sont les modes de vie verts préconisés par les gentrificateurs qu'il favorise largement. Ces personnes mènent une existence plus écologique aux dépens des locataires à faible revenu — ces derniers se trouvant relégués à des quartiers où les modes de transport public ou actif sont beaucoup moins accessibles. Le vert du logo de Projet Montréal correspond donc à la vie de certains individus, et non à l'ensemble de la métropole. Il faut aussi remarquer que la deuxième couleur du logo est le bleu, soit celle de l'uniforme des policiers. Côte à côte, ce vert et ce bleu témoignent à mes yeux parfaitement de la vision de la ville que véhicule Projet Montréal : une ville où le mode de vie urbain écologique est l'apanage des personnes pouvant se le permettre et où la répression policière et le déplacement forcé sont réservés à ceux et celles qui n'en ont pas les moyens, en particulier les populations racisées.

Pour une ville juste

Le développement d'une ville équitable nécessite une solution de rechange au néolibéralisme gris de Denis Coderre et d'Ensemble Montréal, ainsi qu'au vert et bleu de Projet Montréal. À l'élection de novembre prochain, nous devrions peut-être opter pour le moindre mal dans certaines courses, notamment en votant potentiellement pour Valérie Plante à la mairie pour empêcher une victoire de Denis Coderre. Dans d'autres cas, cependant, il devrait être possible d'élire des progressistes de petits partis (s'ils sont créés dans la présente course) ou des candidats indépendants progressistes — suffisamment, au moins, pour redonner une voix à la gauche à l'échelon municipal. Au-delà de novembre, il conviendrait de fonder une nouvelle formation politique qui représenterait les intérêts des locataires, des travailleuses et des travailleurs ainsi que des personnes racisées, et ce, tant dans les quartiers centraux que périphériques. ■

1 — Ville de Montréal, *Analyse des résultats. Sondage de la consultation prébudgétaire 2021*, 29 septembre 2020 [en ligne].

